



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Voirie, Espace public - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la commune de Saint Georges d'Orques et Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux relatifs au secteur collège et ses abords - Projet Urbain Partenarial (PUP) "secteur collège" - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

En date du 15/09/2017, une convention de Projet d'Urbain Partenarial (PUP) « secteur collège » a été signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'OGEC (Organisme de Gestion pour l'Enseignement Catholique) Saint Louis - Saint Charles. Celle-ci a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation est rendue nécessaire par la construction d'un groupe scolaire sur un foncier situé en continuité de l'actuel plateau sportif communal de Saint Georges d'Orques

La requalification de cet espace en vue d'accueillir le collège s'accompagne d'une réflexion et d'aménagements sur le plateau sportif et à proximité (avenue de l'Occitanie), notamment en termes de stationnement, de déplacement et de qualité des espaces publics. Il est en effet prévu de structurer l'offre de stationnement, notamment par la réalisation d'un parking partiellement dédié au collège et par la création de stationnements mutualisés à l'ensemble de ce secteur. Le projet prévoit également de rééquilibrer le partage de l'espace public entre les différents modes de déplacement, en favorisant les modes de déplacements doux.

Or, ces programmes d'aménagement relèvent aujourd'hui de compétences distinctes.

En effet, si les travaux relatifs au secteur collège et ses abords relèvent de la pleine compétence communale, c'est aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole qui est compétente en matière d'aménagement des espaces publics.

La cohérence de l'opération impose cependant que les éléments de programme soient traités de la manière la mieux coordonnée possible. Aussi, la Métropole et la Commune ont envisagé la conclusion d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage, qui prévoit que l'ensemble de l'opération soit piloté par la Commune

En application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée « *Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération* ».

En conséquence, les deux parties ont convenu de la désignation de la commune de Saint Georges d'Orques comme maître d'ouvrage unique de l'opération « secteur collège et ses abords ».

Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public prennent leur cause dans le projet porté par la Commune, c'est cette dernière qui assumera la totalité du coût de l'opération.

Le coût global à la charge de la commune s'élève à 221 250 € HT soit 265 500 € TTC,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la commune de Saint Georges d'Orques et Montpellier Méditerranée Métropole relative aux travaux du secteur collège et de ses abords ;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget, aux chapitres 905 et 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20181018-60460-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.